



HAL
open science

Le durcissement aux frontières provoque la multiplication des couloirs migratoires

Hasnia-Sonia Missaoui, Olivier Pliez

► **To cite this version:**

Hasnia-Sonia Missaoui, Olivier Pliez. Le durcissement aux frontières provoque la multiplication des couloirs migratoires. 2008, pp.108-109. <halshs-00335129>

HAL Id: halshs-00335129

<https://shs.hal.science/halshs-00335129v1>

Submitted on 25 Aug 2025

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



HAL Authorization

Hasnia-Sonia Missaoui, Olivier Pliez. Le durcissement aux frontières provoque la multiplication des couloirs migratoires. *Géo*, 2008, 355, p. 108-109. [halshs-00335129](https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-00335129)

Le durcissement aux frontières provoque la multiplication des couloirs migratoires

Le 18 juin 2008, les eurodéputés ont adopté la directive dite «retour», dont l'objectif est d'harmoniser les règles d'expulsion des sans-papiers. La durée de leur rétention peut désormais atteindre dix-huit mois et être assortie d'une interdiction de séjour de cinq ans; elle ouvre aussi la possibilité aux autorités d'expulser les mineurs. La réponse européenne à la nouvelle donne migratoire qui se déploie à ses portes est, on le voit, sans ambiguïté, dessinant une «Méditerranée-frontière», là où l'on célèbre un «creuset de civilisations».

L'histoire de la Méditerranée des migrations peut se résumer en plusieurs temps. La phase d'émigration héritée de la colonisation, née au tournant du XX^e siècle (qui a vu affluer les Nord-Africains, mais aussi des Italiens, des Espagnols, des Portugais, des Turcs...). Cette période dura jusque dans les années 1980, où les circulations humaines s'intensifièrent, brouillant le lien exclusif entre pays d'émigration et d'immigration riverains, pour aboutir à de nouvelles destinations, le Golfe persique et l'Amérique du Nord. Au tournant du XXI^e siècle s'ouvrit une autre phase: les migrations en provenance de l'Afrique subsaharienne et d'Asie, via les rivages méridionaux de la Méditerranée, notamment le Sahara.

C'est dans la proximité et sous la contrainte que se sont organisées –première phase de l'histoire– les migrations maghrébines vers la France coloniale. Notre pays fut, durant le XX^e siècle, après les Etats-Unis, le principal pays d'immigration au monde. Les populations maghrébines répondirent d'abord au déficit en main-d'œuvre puis en soldats durant la Première Guerre mondiale. A la fin des années 1920, 130000 Maghrébins travaillaient dans les usines, les zones agricoles et les bassins houillers du PLM (l'ensemble Paris-Lyon-Marseille) et du Nord. En 1950, ils étaient 50000 à participer à la reconstruction et 500000 dix ans plus tard, à l'apogée des fameuses Trente Glorieuses (1945-1973).

Les travailleurs immigrés ne s'installaient pas, mais effectuaient la navette entre leur région d'origine et leur lieu de travail, où ils furent souvent quatre à occuper trois postes. Les pays de départ bénéficièrent aussi de ce système. Au Maroc par exemple, des années 1970 aux années 1990, les envois d'argent des émigrés rapportèrent davantage de devises que l'exportation du phosphate et le tourisme réunis. Ce fut aussi le cas de l'Egypte, dont les émigrés, avec deux milliards de dollars en 1979, apportèrent autant que les revenus cumulés des exportations de coton, des frais de transit du canal de Suez et du tourisme. Le choc pétrolier de 1973 fit éclater les modèles migratoires coloniaux. La France, l'Allemagne instaurèrent des quotas. Les travailleurs de la première génération s'installèrent, firent venir leur famille: avant 1975, 72 % des immigrés portugais et 65 % des Algériens venaient en France chercher du travail; par la suite, respectivement 44 % et 69 % d'entre eux débarquèrent dans le cadre du regroupement familial. De nouvelles destinations s'ouvrirent également au cours de cette période: les pays exportateurs de pétrole du Golfe et la Libye, qui firent massivement appel à la main-d'œuvre étrangère. Aujourd'hui, les douze à quinze millions d'émigrés nés dans un pays arabe se répartissent équitablement entre l'Europe et les pays pétroliers.

La distinction entre les Etats d'où l'on émigre et ceux où l'on immigrer se dissipa durant les années 1980. Les migrants furent alors soumis à un double regard, celui de leur pays d'accueil et de leur pays d'origine. Emigrés, ils étaient valorisés pour leur réussite mais vilipendés pour leur oubli des traditions. Immigrés, ils étaient stigmatisés, relégués dans des quartiers défavorisés, même lorsqu'ils étaient naturalisés ou assimilés. La seconde génération, éduquée en France à l'école républicaine, demanda en retour une place croissante dans la société d'accueil, politiquement revendiquée avec, par exemple, la «marche des Beurs», lancée par SOS Racisme en 1983.

Ainsi, les populations de même origine installées en Europe tissèrent au sein de l'espace migratoire méditerranéen des liens foisonnants, économiques, culturels, sociaux. Ce fut le cas entre Allemagne et Turquie par exemple, comme l'a montré le film «De l'autre côté», de Fatih Akin (2007). En France, pas un café ou une épicerie arabe où ne furent placardées des publicités pour des bus à destination de villes et

des campagnes maghrébines. D'ailleurs, le nombre de résidents marocains en France se rendant au Maroc au motif de tourisme passa de 362 649 en 1986 à 809 571 en 1989.

Ces ramifications migratoires se poursuivent aujourd'hui et paraissent sans fin. Car après la France et l'Allemagne, de jeunes migrants explorent la Belgique, les Pays-Bas, l'Amérique du Nord. Ils inventent de nouvelles formes de commerce entre Barcelone, Marseille ou Gênes d'un côté, le Maroc, l'Algérie et la Tunisie de l'autre. Les Marocains regardent des soap opera sur leurs émigrés au Canada. Des entrepreneurs circulent avec des projets entre la France, le Portugal et l'Espagne. Des Libanais ouvrent des restaurants en Chine. Les Egyptiens binationaux de seconde génération, nés en Europe ou dans le Golfe, prennent une place croissante au sein de l'élite cosmopolite du pays. Des Européens investissent dans l'immobilier à Marrakech, se font soigner à Tunis, prennent leur retraite hivernale dans les stations balnéaires, Djerba, Agadir ou Hurghada.

Les années 2000 marquent un nouveau tournant. Des Africains subsahariens et des Asiatiques tentent d'atteindre l'Europe via les rivages méridionaux de la Méditerranée. On ne peut estimer leur nombre, mais les ONG nous rappellent l'exorbitant coût humain de ces départs.

Les rivages méditerranéens deviennent des espaces de transit. Des centaines de milliers de jeunes empruntent les pistes du Sahara en direction des destinations européennes tant racontées par leurs parents ou leurs grands-parents. Ils traversent le désert, se frottent aux différences culturelles, linguistiques, aux expulsions, aux emprisonnements. Quelques dizaines de milliers prennent la mer chaque année à bord de barques où se côtoient Africains, Egyptiens et Pakistanais.

Transiter par le Sahara, c'est le traverser, mais aussi s'y installer. Sur la route de l'Europe, les migrants développent divers savoir-faire. Ils apprennent des métiers, des langues, enseignent, cultivent, vendent, bâtissent. Ils développent un savoir-circuler comme celui qui consiste à mémoriser les routes menant aux villes du passage vers l'Europe: Nouadhibou, Tanger, Tripoli, Istanbul, etc. Une géographie invisible se dessine. Les routes désormais empruntées par les migrants s'étirent de l'Amérique latine vers la péninsule ibérique; des Subsahariens traversent le Maghreb ; des Afghans et des Kurdes transitent via la Turquie et le Proche-Orient.

Face à cette nouvelle donne, l'Europe se ferme-t-elle? La peur du «risque migratoire» sur les pourtours méditerranéens banalise l'enfermement et les expulsions comme mode de gestion des migrations. Elle s'est déjà traduite par la mise en place de 224 camps destinés à accueillir, comme l'indique le comptage de Caroline Brothers («Courrier international» n° 897, janvier 2008), trente mille personnes.

En réponse, les engagements collectifs prennent partout de l'ampleur. Fleurissent, au Nord comme au Sud, des associations de défense de migrants telles que la Ligue des droits de l'homme ou le réseau Education sans frontières.

Le durcissement des contrôles aux frontières provoque la multiplication des couloirs migratoires sur les rives sud de la Méditerranée. Des Congolais se rendent en Egypte via l'Afrique du Sud pour atteindre Israël ou l'Europe. De Chine ou du Pakistan, via le Golfe puis le Sahara, des migrants circulent, franchissant des frontières géographiques, politiques mais aussi symboliques, pour gagner l'Europe.

La désertification va-t-elle générer de nouveaux flux migratoires ? Des mots circulent: exodes, catastrophe programmée. Des chiffres aussi: soixante millions de sinistrés fuiront les zones arides d'ici à 2020, selon la Banque mondiale. Traverseront-ils la Méditerranée comme certains le suggèrent? Ce raisonnement est faux, car le lien entre climat et migration internationale n'est pas prouvé. Il ne suffit pas d'être pauvre pour migrer, il faut aussi le vouloir, le pouvoir, en avoir les moyens. Les plus pauvres, eux, se fixent au plus proche, souvent dans les bidonvilles de Nouakchott (Mauritanie) ou de Khartoum (Soudan).

L'Europe vieillissante aura-t-elle besoin d'apports migratoires pour se rajeunir? Selon l'ONU, entre 2000 et 2050, l'Union européenne devrait, pour maintenir le volume de sa population, accueillir 47,5 millions d'immigrés. Les faits démentiront probablement ces prévisions, car les progrès technologiques rendent l'économie moins dépendante de forts contingents de main-d'œuvre.

De plus, l'Europe hésite entre l'ouverture destinée à pallier une natalité en baisse et surtout demandée par les secteurs du BTP, de la restauration ou de l'agriculture, et la fermeture pour répondre aux peurs, souvent politiquement construites, de sa population. La mobilisation des chefs d'entreprise en Espagne, en Italie et en France pour la régularisation des sans-papiers en dit beaucoup sur la nécessité de leur pré-

sence. Et l'Europe de l'Est fournira des migrants communautaires pour répondre à cette demande –le fameux plombier polonais!–, se retrouvant à son tour dans la nécessité de faire appel à des immigrés extérieurs à l'Union.

L'hospitalité passe par des progrès en termes d'accès aux soins, à l'éducation, au travail. Que doit-on proposer aux «autres» afin de nous enrichir de leur savoir-faire et de leur expérience de migrants, de faciliter la circulation des idées, des compétences, des métissages? C'est en se questionnant sur le devenir commun de ceux qui ont tissé des liens entre les deux rives de la Méditerranée que nous pouvons renouer avec la notion de «creuset de civilisations».